

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

YVES-GUYOT

Difficultés des évaluations économiques

Journal de la société statistique de Paris, tome 68 (1927), p. 210-230

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1927__68_210_0

© Société de statistique de Paris, 1927, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

DIFFICULTÉS DES ÉVALUATIONS ÉCONOMIQUES

I — LES TRAVAUX PRÉPARATOIRES DE LA CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE ET LES MOTIFS DE SA RÉUNION

MESSIEURS ET CHERS COLLÈGUES,

Nombreuses sont les personnes, dont beaucoup qualifiées, qui imputent aux économistes des assertions que les économistes, dits classiques, n'ont jamais émises, et qui rendent les statisticiens responsables de chiffres plus ou moins fantastiques, et, en même temps, de prévisions qui ne leur sont pas imputables. Les statisticiens sont les premiers à connaître les difficultés que présente l'établissement des vérités statistiques.

Mais, quand j'ai demandé à notre Secrétaire Général de vouloir bien mettre cette question à l'ordre du jour, je n'avais pas à ma disposition les travaux préparatoires à la Conférence économique internationale. Ils ont été établis avec le plus grand scrupule, ont exigé beaucoup de recherches, de temps et de travail. Ils constituent une mine de renseignements sur la situation économique du monde et ils justifient le titre de ma communication.

Le Secrétariat de la Documentation a eu l'amabilité de me les envoyer au fur et à mesure de leur publication. Je les ai étudiés aussi attentivement que possible; mais ils constituent une encyclopédie. J'essaierai d'en dégager certains points.

Ils ont un défaut. Ils arrêtent leur documentation à 1925, mais on peut la compléter par des renseignements qui s'y encadrent.

M. Loucheur, qui en 1925 a eu l'initiative de cette conférence, en a exprimé les motifs de la manière suivante :

« Le problème actuel réside dans la nécessité d'accroître la production de façon à donner du travail aux chômeurs et à l'excédent de population que la restriction à l'émigration force à rester en Europe.

« Pour cela, il y a plusieurs remèdes : reconquérir les marchés extérieurs, solution difficilement réalisable en totalité. Le moyen le plus effectif, serait d'augmenter la puissance d'achat du marché européen, par une assimilation et une adaptation des procédés américains, en premier lieu, la rationalisation des industries par la constitution d'ententes et de cartels internationaux dont les avantages principaux seraient la solution des conflits douaniers et la possibilité d'augmentation parallèle et simultanée de la production et des salaires.

« Enfin, la Conférence se doit de rechercher les moyens de maintenir l'équilibre entre l'industrie et l'agriculture, facteur essentiel dans le développement des peuples. »

Les documents fournis par le Comité préparatoire confirment ces assertions ainsi que celles de M. Duchemin, président de la Confédération de la production française, disant à son assemblée générale (18 mars 1927) :

« Le cœur du problème est tel que la production du monde excède aujourd'hui de beaucoup ses besoins normaux... »

La crise viendrait-elle de ce que l'humanité aurait des moyens d'utilisation des forces naturelles supérieurs aux besoins, parce que, sans doute, tous les êtres humains jouissent d'un bien-être qui satisfait complètement les désirs de chacun ?

C'est une conception optimiste, de nature à satisfaire les disciples de Pangloss, mais à laquelle n'adhère aucun de ceux qui sont obligés de proportionner leur alimentation, leur vêtement et leur logement à leurs ressources.

La Conférence économique internationale répondait à l'ambition qui a dominé la politique de Guillaume II : la conquête des marchés.

De l'étude que je vous soumets, résultera, je l'espère, la conviction que les difficultés financières et économiques ont pour solutions les vérités économiques dégagées par les économistes qui ont suivi et suivent la tradition des économistes français du XVIII^e siècle et d'Adam Smith.

III — LA POPULATION, LA PRODUCTION ET LE COMMERCE EN 1913 ET EN 1925

En tête des documents publiés par le Comité provisoire, comme préparation de la Conférence économique internationale, se trouve le *Mémoire sur la production et le commerce*, étudié par une sous-commission spéciale composée du Dr F. Hodac, secrétaire général de la Fédération des Industriels tchécoslovaques, M. W. T. Layton, rédacteur en chef de *The Economist*, et le professeur Allyn Young, de l'Université de Harvard et signé par M. A. Loveday.

Ce *Mémoire* montre les difficultés auxquelles on se heurte, pour établir les conditions de la production et de l'échange, au point de vue des quantités et de leur conversion en valeurs.

La rareté est un facteur de l'élévation de la valeur. Il y a donc contradiction entre l'abondance et le prix. Cependant, le prix sert de norme constante pour déterminer l'activité ou la dépression, la prospérité ou la détresse des situations particulières ou générales. De là, les différences d'interprétation qui aboutissent aux conclusions les plus fausses et qui maintiennent la survivance de conceptions telles que celles que je viens de mentionner.

Les auteurs du *Mémoire* expliquent, très loyalement, les difficultés qu'ils ont éprouvées « pour attribuer à chaque article un coefficient de pondération équivalant à son importance relative. »

Il est fâcheux que le Comité économique de la Société des Nations ait servi de véhicule à des mots comme rationalisation, comme discrimination, comme investissement, etc.

Cette observation faite, nous pouvons féliciter le Comité de sa méthode : il a pris des prix moyens pour des qualités moyennes, cotés dans les principaux pays producteurs, et il les a convertis en dollars aux cours moyens des changes actuels

Il donne comme années de base aux indices : 1913; mais il faut se rappeler que l'année 1913 a été une année d'activité économique de beaucoup supérieure aux années qui la précèdent; soit 1924, qui est viciée par une mauvaise récolte et qui n'est suivie que d'une seule année : 1925.

Je n'utiliserai que les indices ayant pour prix de base ceux de 1913 .

Ce *Mémorandum* a eu pour objet :

1^o De noter les modifications survenues depuis 1913 dans la population du monde;

2^o Les changements survenus dans la production des matières nécessaires à l'industrie et aux objets d'alimentation;

3^o Les modifications survenues dans la valeur du commerce mondial et dans sa répartition.

Les promoteurs de la Conférence ont essayé de justifier leur initiative en assurant qu'elle servirait de panacée à des maux dont ils essayaient de noircir les couleurs, comme si elles n'étaient pas suffisamment lugubres et tristes par elles-mêmes.

Cependant, les faits recueillis par ce *Mémorandum* prouvent que les désastres de la guerre n'ont pas laissé de traces aussi profondes qu'on pouvait le redouter.

Malgré les millions d'hommes tués pendant les cinq années de guerre, le monde est plus peuplé qu'il ne l'était en 1913, même l'Europe, si on en élimine la Russie, qui est en contradiction avec toutes les données statistiques des autres peuples.

Millions d'habitants de la population				
	1913	1925	1913	1925
Europe non compris la Russie	349,8	364,3	100	104,1
Amérique du Nord	104,3	124,4	»	119,4
Amérique centrale	29,8	31,8	»	106,5
Amérique du Sud.	56,2	68,5	»	122
Afrique	134,5	143,7	100	106,8
Asie (non compris la Russie)	959,1	1.003,5	»	104,6
Océanie.	7,6	8,8	»	115,6
	1.641,3	1.884,7	»	111,0

L'Europe même, malgré les millions d'hommes morts en campagne ou morts des suites de la guerre, a eu une augmentation de population de plus de 14 millions d'habitants. Le miracle, c'est qu'elle ne soit pas plus appauvrie au point de vue de la population. La population du reste du monde a augmenté de 10 %. C'est tout naturel.

Le célèbre économiste américain, M. Harvey F. E. Fisk, commence son excellent petit livre sur les *Inter-Ally debts* (1) par cette phrase : « La guerre a coûté 88 milliards 680 millions en or. » Il ajoute : « Cette somme représente, en plus du coût de tous les chemins de fer du monde, une vingtaine de milliards de dollars qui suffiraient pour construire et équiper un système de chemin de fer égal à celui des États-Unis. »

En 1917, la richesse totale du Royaume-Uni était évaluée à 70 milliards de dollars, et la guerre a coûté 10 milliards en plus.

(1) *Bankers Trust Company, New York.*

Les dépenses du Gouvernement des États-Unis, de sa naissance à 1913, en un siècle et quart, se sont élevées à 24 milliard 250 millions, moins d'un tiers du coût de la grande guerre.

Nous n'avons pas d'échelle qui donne à chacun de nous une idée plus exacte de la grandeur de ces pertes que nous n'en avons pour nous rendre compte de la distance de la terre au soleil; et alors, nous éprouvons un grand soulagement quand nous voyons que, dans l'indice général comprenant 56 articles, dont 15 objets d'alimentation, et 41 de matières premières, la production se trouve, en 1925, au taux des prix de 1913, supérieure à ce qu'elle était dans cette année, qui était elle-même très supérieure aux quatre années précédentes.

1913 : prix de base étant 100.

	1923	1924	1925
Europe (non compris la Russie).	88	94	105
Amérique du Nord.	126	115	126
Amérique Centrale.	165	186	169
Amérique du Sud	132	119	135
Afrique	122	132	139
Asie (non compris la Russie asiatique.)	116	122	124
Océanie	106	124	124
Monde entier, tous les groupes.	109	111	118
Monde entier, non compris les céréales et autres den- rées alimentaires	112	116	125

La répartition entre les groupes d'objets d'alimentation et de matières premières est établie comme suit :

1913 : prix de base 100.

	1923	1924	1925
Céréales et autres denrées alimentaires	103	101	113
Produits coloniaux	123	120	120
Graines oléagineuses.	114	128	132
Pâte de bois	136	150	158
Caoutchouc.	341	339	383
Textiles	96	111	126
Combustibles	116	115	117
Métaux	102	103	116
Engrais et produits chimiques.	115	119	131
Tous les groupes.	107	107	118
Non compris les produits agricoles	112	116	125

Cet indice prouve que la production a augmenté plus que la population. La population est-elle saturée, y a-t-il surproduction?

L'augmentation de la production des céréales, sauf de l'orge et du riz, a été au moins égale à celle de la population. L'indice de celle des pommes de terre donne 126; celui du sucre de betteraves 103, et celui du sucre de canne 173. Les indices des graines oléagineuses indiquent de fortes augmentations. Pour les textiles, l'indice du coton est de 124, celui du chanvre 130, celui de la soie grège de 169 et celui de la soie artificielle de 660. Ceux du lin, du jute et de la laine sont de 94 et de 93.

La pâte de bois mécanique et chimique : 147 et 163.

Le caoutchouc brut : 383.

Combustibles : Houille : 98.

Lignite : 143.

Pétrole : 277.

Métaux : Acier : 119.

Cuivre : 540.

Aluminium : 287.

Engrais et produits chimiques ont reçu des augmentations qui atteignent, pour les premiers, 261; pour le nitrate de chaux de Norvège, 299 et pour le cyanamide de calcium, 427.

Le mémoire conclut : « La grande majorité des indices pour tous les groupes continentaux, à l'exception de l'Europe, présente une augmentation sensible par rapport à la situation d'avant-guerre. » Ces mots : « à l'exception de l'Europe » sont de trop, car, si on n'y comprend pas la Russie, l'augmentation y est indiquée de 5 %, ce qui est admirable, puisque l'Europe a été le théâtre de la guerre. Le rapport constate, avec insistance, que « le centre de l'activité productrice a évolué vers l'ouest et a passé de l'Europe aux États-Unis, au Canada et à l'Extrême-Orient »; et il donne comme preuve de cette affirmation les majorations suivantes : « La part de l'Europe est tombée de 43 % en 1913 à 39 % approximativement en 1925; celle de l'Asie, l'Inde Britannique, le Japon, la Chine et l'Archipel Malais principalement, s'est élevée de 21 % en 1913 à 22 % en 1925, et celle de l'Amérique du Nord de 27 % à 29 %.

Ce grand mouvement se réduirait donc à des différences de 2 %, Chine comprise! Et dans le mémoire même, on déclare qu'elle reste, au point de vue agricole, en dehors des évaluations.

Quelle est l'importance relative des régions envisagées? La répartition en pourcentage du commerce extérieur mondial par groupes continentaux l'indique (p. 40).

Base : valeurs enregistrées converties en dollars.

Commerce spécial : marchandises seulement.

	1925 %
Total : Europe (non compris la Russie)	49,8
Amérique du Nord	18,3
Asie.	16
Amérique du Sud	5,7
Afrique	4,1
Océanie	3,3
Amérique Centrale	2,6

L'Europe, moins la Russie, représente la moitié du commerce extérieur mondial; si on y joint celui de l'Amérique du Nord, on arrive à dépasser les deux tiers; et, relativement à la population, l'Europe, sans la Russie, comprend, d'après le tableau dressé par l'*Institut international de Statistique*, Russie non comprise, une population de 350 millions d'habitants, soit de 67 par kilomètre carré, et, en 1924 la population de 105 millions de têtes dans les États-Unis ne représente que 14 unités par kilomètre carré. 9 millions d'habitants du Canada complètent la population de l'Amérique du Nord. Restent, pour l'Amérique centrale et méridionale, 136 millions de personnes qui prennent une part de 8 % dans le commerce mondial.

L'Europe, la Russie exclue, est donc le grand centre de l'activité économique du monde, malgré les ruines de cinq années de guerre. On peut en conclure que, si des perturbations internationales ou bolchevistes ne viennent pas la troubler, elle conservera cette position.

Toutefois, il ne s'agit que du commerce extérieur, et dans l'Amérique du Nord, il n'existe que pour les États-Unis et le Canada, tandis que pour l'Europe, il est multiplié par les frontières des trente États qui la divisent. Mais, il faut tenir compte de ce fait, il faut tenir compte aussi du surplus de sa population; la Belgique compte.

III — L'ÉTUDE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET SES CONTRADICTIONS

Le Comité préparatoire a publié trois volumes et annonce un quatrième volume sur les *balances* des paiements et sur les balances du commerce extérieur.

Dans le volume I, « Balance des paiements et aperçu général du commerce mondial, 1911-1915 », je prends quelques caractéristiques de cet énorme travail :

La *balance des comptes* est un travail de comptable. Donc, on a dû suivre les règles de la comptabilité commerciale : tout compte qui reçoit est débité, tout compte qui donne est crédité.

Sont donc portés au crédit :

1° Le montant des exportations. Le pays exportateur est créancier du montant;

2° Le montant du numéraire *envoyé* ;

Il faut porter au *débit* :

1° Le montant des importations. Le pays importateur est *débiteur* du montant;

2° Le montant du numéraire reçu.

Le tableau récapitulatif du commerce de l'Afrique du Sud (p. 12) donne les chiffres suivants :

	Milliers de livres.		
	Crédit	Débit	Balance
1. Marchandises	40.122	69.338	—29.216
2. Lingots, espèces et billets	43.105	79	+43.026
3. Mouvements des capitaux.	7.019	"	+ 7.019
4. Intérêts des capitaux.	145	17.122	—16.977
5. Divers	2.376	6.995	— 4.619
	<u>92.767</u>	<u>93.534</u>	"
Balance.			— 767

C'est un tableau de comptes conforme aux règles de la comptabilité. Ce système a le défaut d'entretenir la survivance mercantiliste; mais il existe, et je pensais que les balances des comptes seraient toutes établies sur le même plan.

Je regarde le compte des États-Unis (p. 29) et je vois :

	Crédit	1925
Articles visibles courants, exportation de marchandises		666
Exportation d'or (net)		134
Exportation d'argent (net)		34
Articles invisibles courants. Intérêts des capitaux américains placés à l'étranger.		515
Versements à prévoir à titre de fret matière		"
Total		<u>1.349</u>
Mouvements des capitaux :		
Paiements provenant d'emprunts étrangers remboursés		140
Titres vendus à l'étranger		411
Principal des dettes de l'étranger à l'égard de l'État américain		27
Total		<u>528</u>
Total général		<u>1.927</u>

Débit	
Articles visibles courants	»
Importations d'or (net)	»
— d'argent (net)	»
— de monnaies des États-Unis	62
Articles invisibles courants :	
Dépenses effectuées par le Gouvernement à l'étranger	5
Versements effectués à titre de fret maritime	»
Sommes transférées à l'étranger par les touristes	360
Dépenses effectuées par les touristes	560
Total.	995
Mouvement des capitaux :	
Nouvelles émissions d'obligations étrangères aux États-Unis.	920
Autres placements de capitaux à l'étranger	90
Total	1.010
Total en débit.	2.005

J'ai demandé à Emmanuel Vidal, maître en comptabilité, de m'expliquer le système employé pour les États-Unis. Il m'a répondu :

« L'argent du tourisme qui est sorti est porté au *débit*.

« Même observation pour les envois de fonds des émigrants.

« Au point de vue comptable, je ne comprends pas du tout.

« Je ne vois qu'une explication : c'est que l'auteur du tableau quitte la position comptable et considère ces fonds partis pour ces causes comme une perte pour le pays, ce qui est, pour vous, j'imagine, aussi faux au point de vue économique qu'au point de vue comptable. Je garantis, non la valeur de l'explication, mais l'explication elle-même.

« Pour la Hollande (p. 63) :

« En ce qui a trait aux marchandises, il y a un solde *au débit* pour importations. C'est logique.

« Mais les intérêts des capitaux placés à l'étranger sont au *crédit*, tandis que, reçus, ils devraient être au *débit*.

« Cela tient probablement à cette considération non comptable, qu'on s'est placé *non au point de vue de leur réception*, mais de la Dette étrangère qu'ils représentent. Ils sont considérés comme en *débit constant* (?)

Nous nous arrêtons là. Nous avons trouvé beaucoup d'autres variantes.

Ce travail sur les balances des paiements devait être astreint à une règle invariable. Du moment que, tantôt il prend, tantôt il rejette la règle comptable, tous ses comptes ont besoin d'être vérifiés et beaucoup remaniés.

Cependant, les notes qui accompagnent les tableaux prouvent que ce travail a exigé beaucoup de temps et de peine, mais il a manqué d'une direction ferme.

IV — IMPORTANCE DE L'INDUSTRIE AGRICOLE

Depuis longtemps, j'ai appelé l'attention de la Société de Statistique sur l'importance économique de l'agriculture à un double point de vue (1).

Elle a une production plus grande que celle de toutes les autres industries réunies.

(1) *Société de Statistique* (19 avril 1905) : *Rapport de la population et des subsistances*. — 1913 : *Le Rôle économique des récoltes*. — 1917 : *Les ressources et les besoins dans le monde*.

La plupart des productions dépendent de faits météorologiques, jusqu'à présent inaccessibles aux prévisions et incoercibles, leurs variations sont les principaux coefficients des périodes de dépression et des périodes de prospérité.

Un mémoire intitulé : *L'agriculture et la crise économique internationale*, a été communiqué par M. Jules Gautier (France), le Dr Andrew Heeris et M. H. A. F. Lindsay, président of the American Academy of Political and Social Science.

Ce mémoire reproduit deux tableaux allemands ayant pour but de donner l'importance des productions agricoles. Ils les donnent en marks. Ce sont donc des valeurs variables selon les années et selon les pays. Elles ne peuvent guère indiquer que les valeurs des produits agricoles ayant passé sur les marchés; or, une très grande partie des produits agricoles est consommée par leurs producteurs eux-mêmes.

Dans les pays pratiquant depuis longtemps les statistiques, les statistiques agricoles n'offrent qu'une vérité très relative. Nous en avons un exemple mondial en France. Au lendemain de la récolte de 1926, le ministre de l'Agriculture a annoncé une récolte de froment de 67.659.730 quintaux. Le *Journal officiel* du 11 juin la réduit à 63.159.000 quintaux. Ce calcul donne des dizaines et des centaines d'unités, alors qu'il constate une différence d'évaluation de plus de 4.500.000 quintaux. Comment de telles évaluations pouvaient-elles inspirer confiance? Si cette dernière évaluation a pour but de donner un argument en faveur des droits sur le blé, elle porte à faux; car elle est une menace de disette qui prouve la nécessité d'ouvrir les frontières.

Ces réserves faites, voici le tableau dans lequel ne sont pas comprises les récoltes chinoises :

Valeurs en millions de marks.

	1928	1924
Froment	15.287	19.610
Seigle.	6.870	5.896
Avoine	9.000	10.742
Orge	5.752	7.029
Mais	11.177	16.423
Pommes de terre.	9.380	11.071
	57.466	70.771

Une note indique 200 millions de tonnes de riz représentant, pour le prix d'avant-guerre, 40 milliards de francs-or, et, sur la base des prix actuels, plus de 60 milliards.

Il faut ajouter à ces chiffres les produits des jardins potagers, du cheptel, la boucherie et la laiterie, les cuirs et les peaux, la volaille.

Le tableau suivant donne la valeur du commerce mondial pour les produits agricoles destinés à l'industrie textile :

	1918	1924
Laine.	5.102	8.786
Coton.	8.845	15.561
Soie	2.054	4.098
Jute	1.544	813
Chanvre.	585	636
Lin.	746	1.385
	18.876	31.279

Autres matières premières fournies par l'agriculture :

Caoutchouc	4.199	3.585
Cuir et peaux	3.097	2.441
Capoeks.	766	942
Houblon	236	511
Tabac.	971	2.604
	<u>9.269</u>	<u>10.083</u>

Le besoin incessant, qui se renouvelle chaque jour, est celui de l'alimentation. Il prend une part d'autant plus grande dans les dépenses quotidiennes qu'elles sont plus limitées. L'enquête de 1925 en Angleterre a évalué cette partie des dépenses pour 1913 à 50 % et, pour 1925, à 60 %.

Les matières premières qui ne sont pas des produits agricoles sont :

	1913	1924
Charbons	13.193	21.169
Pétrole	1.552	6.415
Fer.	6.607	8.110
Cuivre	1.766	2.211
Plomb	451	851
Zinc	464	632
Aluminium	115	501
	<u>24.158</u>	<u>39.889</u>

En dehors de l'extraction, toutes les matières dites premières, ont dû subir une transformation industrielle. Le charbon y sera de plus en plus soumis.

V — PRIX DE REVIENT DES PRODUITS AGRICOLES

Un mémoire aborde la question d'un coefficient du prix de revient des produits agricoles : c'est le coût du travail.

Dès la première page, j'y ai trouvé des tournures de phrases telles que celle-ci : « Il est évident que la société doit assurer son propre ravitaillement ; il est non moins évident (ou il devrait l'être) que la société doit pourvoir à cet approvisionnement sur la base de la justice sociale. »

Et au-dessous, je lis : « La présente étude a été préparée par le Bureau international du Travail. » C'était évident.

L'auteur de ce mémoire fait une longue dissertation sur la comptabilité agricole. Il dresse un tableau qui commence par ces mots : « Revenu du capital public. » Cela signifie : Impôts et taxes.

Il se demande si « l'intérêt sur les capitaux privés » payé par la propriété fait partie du revenu total de l'agriculture. Il n'y a pas de doute. Ce capital est l'instrument de travail indispensable remis à l'exploitant, moyennant un intérêt inférieur à celui de tout autre capital équivalent remis à un autre industriel. Mais cet exploitant à qui il est confié et qui en paie l'usage, doit mettre au compte de ses frais l'intérêt qu'il paie, et qui a reçu le nom de rente.

Pour 163 fermes allemandes, dont la plus petite est de 36,5 hectares et la plus grande de 559, ce qui donne une moyenne de 255 hectares, le coût du travail relativement au coût total est de 41,5 %; en Danemark, il est de 33 à 41,9 %; en France, de 40 à 42 %; dans le Midland anglais, d'environ 35,6, excepté dans les fermes à pâturage, où il tombe à 26,5, et il est de 28 à 33 % dans les fermes destinées à l'exploitation du lait.

En Suède méridionale et centrale, il est, dans les fermes les plus modernes et les meilleures, de 42,24 à 44,7 %.

En Suisse, le pourcentage du travail fourni par le fermier et sa famille est évalué à 60 % et celui des ouvriers salariés à 40 %.

Aux États-Unis, le coût total du travail dans le prix de revient est évalué à 65 %, celui du travail salarié en espèces seulement, 57 %.

En France, l'Administration a publié un tableau des salaires agricoles auxquels devraient se conformer les indemnités des accidents du travail. On y trouve, pour l'Ille-et-Vilaine, des salaires de 3.600 francs pour la saison d'été, et ce prix est dépassé dans d'autres départements.

Ce mémoire donne, pour 18 nations, le tableau suivant des répartitions de la population active entre l'agriculture, forêts et pêche (cette dernière rubrique comprise, à tort, sous le même titre que les deux précédentes), et l'industrie, le commerce et les transports :

	Date des recensements	Agriculture	Industrie Commerce, Transports
Grande-Bretagne.	1921	7,8	73,7
Belgique	1910	16,6	68,1
Pays-Bas	1920	33,6	59,3
Suisse.	1920	26,0	61,3
États-Unis	1920	26,3	61,0
Allemagne.	1907	35,2	52,4
Danemark	1921	35,6	45,1
Norvège.	1920	36,8	49,1
Tchécoslovaquie	1921	40,3	46,9
France	1921	41,5	45,7
Suède.	1910	46,2	36,2
Irlande	1911	43,0	32,7
Italie.	1911	55,5	35,6
Autriche	1910	56,9	35,6
Hongrie.	1910	64,1	23,3
Espagne.	1910	70,4	20,0
U. R. S. S.	1897	58,3	25,0
Finlande	1920	70,4	19,2

Les dates de ces recensements prouvent que les chiffres de la répartition de la population active ne sont pas très précis. De plus, ce tableau ne comprend ni l'Inde, ni la Chine, ni les autres pays asiatiques, ni le Canada, ni l'Amérique centrale, ni l'Amérique du Sud, ni l'Australie, ni l'Afrique. Il est donc loin d'être complet. Dans l'Inde, la population agricole comprend 286 millions d'unités pour une population totale de 319 millions. Quant aux Chinois, dont le nombre est évalué par les uns à 340, et par les autres, à 450 millions, la plupart sont agriculteurs, mais le mémoire a tort de parler de « leur culture intensive ».

Le tableau indique que sur 18 pays, la population agricole n'est en majorité que dans 6 pays, un tiers; dans 4, dont la France, elle dépasse 40 %; dans les 8 autres pays, elle descend de 36,8 % à 7,8 %.

En 1864, on jouait un vaudeville à Paris, dans lequel venait comme refrain, cette sentence : L'agriculture manque de bras.

Il fallait, à cette époque, un personnel plus nombreux qu'actuellement, pour obtenir des résultats égaux dans l'agriculture.

Dans l'Ille-et-Vilaine, j'ai vu encore labourer avec le vieux soc en bois, muni d'une pointe de fer, puis j'y ai vu substituer la charrue en fer aux larges

versants, dite charrue Dombasle, enfin la charrue Brabant; j'ai vu, vers 1859, la machine à battre remplacer le travail écrasant du fléau, qui exigeait de nombreux ouvriers; et puis, j'ai vu introduire la faucheuse, la faneuse, la moissonneuse; et, à l'intérieur, des instruments comme l'écrémeuse.

Ce progrès continuera.

Il est de mode de parler du retour à la terre. Pour faire faire, par un plus grand nombre de personnes ce qui est fait par un plus petit nombre. C'est un mouvement, sans résultat d'ailleurs, en opposition avec la condition même de l'évolution économique.

Le coût de la main-d'œuvre doit être atténué par un usage de plus en plus intense de la mécanique et l'efficacité des produits chimiques.

Henri Ford, fils d'agriculteurs, déclare qu'avec son tracteur, une ferme d'une trentaine d'hectares n'exigerait pas plus de vingt-quatre jours de travail. La question de la main-d'œuvre agricole peut être réduite par la mobilisation du travail; si le soin du bétail est continu dans toutes les saisons, il n'en est pas de même pour le labourage et pour la moisson. Il y a des périodes de calme où l'agriculteur peut exercer un métier complémentaire.

Ce n'est pas en interdisant l'entrée des ouvriers agricoles étrangers qu'on diminuera le prix de revient des produits agricoles et de l'amélioration de nos cultures.

VI — LA SOCIÉTÉ DOIT ASSURER SON PROPRE RAVITAILLEMENT

Cette phrase, dans l'obscurité de laquelle on peut trouver plusieurs sens, implique qu'une nation doit se suffire à elle-même.

S'il y a un pays qui paraisse dans des conditions qui le lui permettent, ce sont les États-Unis, dont la superficie est de 7.800.000 kilomètres carrés, soit de 2.600.000 kilomètres de plus que l'Europe moins la Russie.

Et je vois imprimer et répéter que telle est bien la réalité.

La réalité! C'est le contraire!

En 1926, les États-Unis ont importé plus d'objets d'alimentation qu'ils n'en ont exportés : \$ 956.771.000 contre \$ 837.687.000, soit, en plus, \$ 119.064.000.

Le sucre, le thé, le café, les épices comptent pour \$ 660.000.000. Les États-Unis produisent 2 milliards de kilos de sucre et en importent 8 milliards 800 millions de plus.

Les fruits des tropiques comptent pour \$ 82 millions et le poisson pour \$ 23 millions de plus que les exportations.

Les importations de la laiterie comptent pour \$ 41 millions contre \$ 13 millions d'exportation.

Les importations des grains s'élèvent à \$ 41 millions contre \$ 480 millions d'exportation.

On avait parlé de la réduction de la surface emblavée en froment; et cette année, pour le blé d'hiver, elle est évaluée à 38.701.000 acres contre 36.913.000 en 1926. Au 1^{er} mai, le total de la récolte était estimé à 85,6 contre 84,0 l'année dernière et la moyenne de 83,7 pour les dix dernières années. Si le temps est normal, on peut prévoir une récolte de 594 millions de bushels. Sur une plus petite superficie, et avec des prévisions moins favorables, la récolte de 1926 a atteint 627 millions de bushels, soit 30 millions en plus.

Les rapports particuliers indiquent une emblavure de 20 millions en froment de printemps. La moyenne de la production des deux dernières années étant de 12,3 bushels par acre, en 1924, elle atteignait 16,2, et, en 1915, 18,4.

VII — LE PRIX DES PRODUITS AGRICOLES ET DES PRODUITS INDUSTRIELS

J'ai, dans ma communication sur les *Facteurs du pouvoir d'achat* (1925), montré le conflit aux États-Unis entre les agriculteurs et les industriels. Par le jeu des *index numbers*, les agriculteurs affirment que les prix de leurs produits sont inférieurs aux prix des produits industriels. Or, sur quatorze années, de 1910 à 1924, le prix des produits agricoles aurait été six fois plus élevé que celui des produits industriels.

Naturellement, leur mémoire à la Conférence Économique Internationale contient un tableau destiné à justifier la thèse des *farmers*, nom des cultivateurs de tout genre.

Catégorie d'achats	Nombres indices des prix %	Pouvoir d'achat des produits agricoles vendus %	Quantité de produits agricoles nécessaire à l'achat des autres produits (en plus + en moins —)
	—	—	—
Produits agricoles vendus	129,8	»	»
Machines-outils	118	110	+ 9
Engrais commerciaux.	128	101	— 1
Fourrages concentrés	145	90	+ 12
Salaires en espèces	135	96	+ 4
Vétérinaires, Bâtiments ruraux.	165	79	+ 27
Total dépenses d'exploitation	143,5	90,5	+10,6
Consommation domestique :			
Étoffes, chaussures	182	71	+ 40
Sel, sucre, café	156	83	+ 20
Total consommation domestique	175,9	73,8	+35,5

D'après ce tableau, pour tout échange, la quantité des produits agricoles nécessaire est plus grande que celle des produits industriels.

Le tableau n'indique pas comment le pourcentage a été établi, mais le résultat est formel. Tout, sauf les engrais commerciaux, sont trop chers relativement aux produits agricoles.

Un autre tableau relatif à la France donne les chiffres suivants :

Nombre indice des prix de gros en francs.

	1926
Indice général	718
Denrées alimentaires	618
Aliments végétaux	664
Aliments animaux	538
Sucre, café, cacao.	702

Matières industrielles.

Ensemble	804
Minéraux et métaux	819
Textiles.	882
Divers	755

Les tarifs douaniers contribuent au haut prix des matières industrielles; mais, en France, le froment est à l'abri d'un droit de douane de 14 francs par quintal.

Les agriculteurs américains ont fait établir des droits de douane sur quantité de produits. Le mémoire conclut à la nécessité de maintenir l'équilibre entre l'agriculture et l'industrie; mais est-ce que jamais chacune de ces entités s'est trouvée dans le plateau d'une balance exactement au même niveau que l'autre.

En réalité, le mémoire conclut à la demande d'une augmentation des droits de douane telle que celle qui se trouve en discussion dans le projet de douane actuellement en France.

Après des phrases inutiles, le rapport dit : « Chacun dépend, pour ses débouchés, du pouvoir d'achat de l'autre. » La formule est trop absolue, car ni l'agriculture, ni l'industrie d'un pays ne produisent exclusivement pour l'industrie et l'agriculture seulement. Il y a une masse de consommateurs qui n'appartiennent exclusivement ni à l'une ni à l'autre.

La solution économique comporte : 1^o la diminution du prix de revient des produits agricoles, pour que leur prix de vente, quoique inférieur à celui des autres marchandises, puisse assurer un bénéfice à leurs producteurs; 2^o la réduction du prix de vente des produits industriels, entre autres par des remaniements et des suppressions du tarif douanier.

VIII — LES RÉOLUTIONS DE LA CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE

Les résolutions de la Conférence économique internationale concernant l'agriculture commencent par cette phrase : « L'agriculture est, dans le monde, la profession de la majorité des travailleurs. » Elle n'est pas conforme au tableau du Mémoire : *L'Agriculture et la Crise économique internationale* (p. 11) reproduit ci-dessus.

Elle déclare ensuite que « c'est une question vitale dans le domaine économique d'accroître la production agricole ». Fort bien ! Mais cette augmentation doit entraîner une diminution du prix de revient.

2^o L'amélioration de l'économie agricole doit être, tout d'abord, l'œuvre des agriculteurs réunis.

Très bien !

3^o Il est désirable que toutes les entraves à la libre circulation et au commerce des produits agricoles soient supprimées dans la mesure où leur suppression ne constituerait pas un danger pour les intérêts vitaux du pays et de leurs travailleurs.

C'est une phrase équilibrée en vertu de laquelle les agriculteurs, à peu près de tous les pays, déclareront que toute réduction d'un droit de douane constitue un danger.

Une phrase déclare que « les coopératives agricoles contribueront à une rationalisation... » Raison ou ration ?

Enfin, dans une longue phraséologie, la Conférence « considère comme nécessaire le perfectionnement des statistiques agricoles » et constate que, dans

les dernières vingt-cinq années, « trente-sept pays seulement qui représentent 30 % environ de la population du monde, ont procédé à un recensement agricole ».

C'est une preuve évidente des difficultés des évaluations économiques.

IX — LE REVENU DE LA GRANDE-BRETAGNE

Maintenant, Messieurs et chers Collègues, j'abandonne la Conférence économique internationale.

M. A. W. Flux, qui a dirigé en 1907 le recensement de la production dans le Royaume-Uni, va prochainement publier celui de la production britannique en 1924. Quelques chiffres ont déjà paru, mais ce n'est pas de ce sujet que je vais m'occuper.

M. A. L. Bowley, le célèbre professeur de l'Université de Londres, et Sir Josiah Stamps viennent de publier une étude (1) sur le revenu national en 1924 dans la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord (moins l'Irlande du Sud) comparé avec celui de 1911.

Je crois que vous acceptez volontiers que j'incorpore le résumé de ce travail dans mes commentaires. Il est une preuve des difficultés de déterminer les situations économiques.

Dans le tableau suivant, n'est pas compris le revenu appartenant à des étrangers.

Éléments du revenu national 1911 et 1912. Royaume-Uni. (Le terme salaries comprend le paiement des employés et le terme wages les salaires des ouvriers.)

	1911 Royaume-Uni (comprenant l'Irlande du Sud) £ millions	1924 Grande-Bre- tagne (l'Irlande du Sud exclue) £ millions
Terres et bâtiments.	178	222
Occupation de la terre.	41	30
Fonds d'État	48	145
Fonds d'État (non taxés)	»	25
Commerce et professions.	528	1.130
Emplois (<i>salaries</i>).	130	641
Différence entre le revenu imposable et le revenu total	37	25
	962	2.218
<i>Revenus intermédiaires :</i>		
Employés (<i>salaries</i>).	84	101
Autres revenus gagnés.	180	89
Dividendes, etc	50	77
	314	267
<i>Salaires (wages) :</i>		
Salaires (<i>wages</i>)	802	1.600
<i>Autres revenus :</i>		
Pensions de guerre	8	69
Pensions de vieillesse	12	24
Contribution des employeurs aux fonds d'assurance	20	35
		128
Total (à l'exclusion des revenus appartenant à des étrangers).	2.098	4.213
Total des paiements aux États-Unis.	»	25
4 % revenu de l'Irlande du Sud.	76	»
Revenu net disponible.	2.022	4.164

(1) Oxford Clarendum Press.

Les personnes actives (occupées) se répartissent comme suit :

	1911 (Irlande comprise)		1924 (Irlande non comprise)	
	Mille			
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Ouvriers (<i>wages</i>)	11.000	4.650	11.000	4.400
Employés (<i>salaries</i>)	1.120	550	1.700	1.100
Employeurs, travailleurs indépendants .	2.180	650	1.000	500
	14.300	5.850	14.300	6.000

La diminution du nombre des femmes vient de leur passage de la domesticité à des emplois de bureaux.

Les origines du revenu sont réparties comme suit :

	1911 (comprenant l'Irlande du Sud)	1924 (Irlande du Sud exclue)	
	Millions de £		
Revenu provenant de l'intérieur (a)	1.904	4.008	} (Moins l'intérêt de la dette aux États-Unis.)
Revenu social de l'intérieur (transferts exclus) (b)	1.868	3.647	
Salaires (<i>wages</i>)	802	1.600	
Total du revenu gagné	1.409	2.860	
Salaires (<i>wages</i>) % du revenu (a)	42	40	
Salaires (<i>wages</i>) % du revenu (b)	43	44	
Revenu gagné % du revenu (a)	74	71	
Revenu gagné % du revenu social (b) . . .	75 1/2	78	
Pensions de l'État %	1	3 1/2	
Revenus non gagnés	23 1/2	18 1/2	

M. Bowley et Sir Josiah Stamps font observer que la proportion des salaires est à peu près égale en 1924 à celle de 1911, en dépit d'environ 5 % de chômage d'une réduction de 10 % du temps de travail hebdomadaire. Si on y ajoutait la contribution que les employeurs paient à l'assurance, le taux serait porté à 45.

L'augmentation des dépenses pour les pensions de vieillesse est à peu près exclusivement au profit des ouvriers, ainsi qu'une large proportion de dépenses d'éducation et de santé publique.

On sait que les Anglais ont donné l'épithète de revenu *unearned* (non gagné) à tout revenu ne provenant pas du travail personnel de son titulaire. Quantité de firmes particulières se sont constituées en sociétés : il en résulte qu'un certain nombre de leurs membres qui pouvaient être considérés comme employés ont l'aspect de simples actionnaires et que leurs revenus sont inscrits comme *unearned*.

MM. Bowley et Sir Josiah Stamps considèrent que le pouvoir d'achat de la livre sterling en 1924 n'était que de 10 sh. 7 d. En ajoutant à cette réduction une augmentation de la population, ils concluent que le revenu intérieur par tête est à peu près le même en 1924 qu'en 1911, peut-être de 4 % au-dessous.

Mais ce taux de la livre est en complète contradiction avec les cours de la livre en 1924. Dans sa *Commercial History and Review* de 1924, l'*Economist*

fixe, relativement à New-York, la diminution du pouvoir d'achat de la livre à 1914, 4 1/2. Or, la livre étant de 20 sh., il en résulte que la réduction de son pouvoir d'achat, relativement au dollar-or, était inférieure à 5 %.

Ce serait donc cette diminution qu'il faudrait faire subir à l'augmentation des revenus et des salaires constitués dans les tableaux ci-dessus. Mais MM. Bowley et Josiah Stamps y ajoutent, sans doute, la différence de prix donnée par les indices.

X — LES PROFITS INDUSTRIELS DE LA GRANDE-BRETAGNE ET LES ÉMISSIONS DE CAPITAL CONNUES

Certes, la Grande-Bretagne a subi, en 1926, une crise très dure résultant de la grève des mineurs, qui se traduit par une perte de 146.992.000 journées de travail. En suspendant la vie économique, elle a entraîné un déficit du budget, déjà chargé si imprudemment par M. Winston Churchill d'une augmentation de £ 10.000 résultant de son écrasant système de pensions pour la vieillesse.

Cependant, le tableau *Industrial Profits* donné par *The Economist* (15.1) prouve que son industrie avait pu surmonter cette énorme difficulté. Les bilans de 1.572 sociétés indiquent les bénéfices suivants :

	Capital ordinaire et préférentiel	Profits nets	%	Reste à la Réserve	%
	Milliers de £				
1 ^{er} trimestre	453,0	51.691,0	11,4	11.896,2	2,6
2 ^e —	532,1	60.489,4	11,4	10.926,8	2,1
3 ^e —	236,5	24.059,5	10,2	4.459,7	1,9
4 ^e —	326,8	38.692,8	11,8	7.826,8	2,4
	1.548,6	174.932,9	11,3	35.109,6	2,3

Le pourcentage du profit avait donné en 1925, 10,9 %; en 1924, 10,3 %; en 1923, 9,8 %; en 1922, 7 %; en 1920, 15,2 %.

Le capital émis en 1913 était de 196 milliards 500 millions; il avait atteint 271 milliards 300 millions en 1923; il était de 209 milliards 300 millions en 1924; de 232 milliards 200 millions en 1925 et, malgré la crise, il a été de 230 milliards 700 millions. Le taux a été de 4,15 % pour les gouvernements coloniaux et de 5,31 % pour les gouvernements étrangers.

Il a été de mode cependant de répéter depuis le 28 avril 1925, jour où la Banque d'Angleterre a reçu une autorisation générale d'exportation de l'or, que M. Winston Churchill avait sacrifié l'industrie anglaise à la Banque, au préjugé de l'or. Les faits que je viens de vous fournir répondent à ces assertions.

On parle beaucoup de la dépression de l'industrie du coton en Angleterre. Il est vrai qu'en 1926 son exportation de tissus de coton a été de 3.824 yards carrés, au lieu de 4.400 comme dans les deux années précédentes.

Sur 14.163.723.000 broches existant dans le monde en 1926, l'Angleterre en comptait 57.286.000, soit 38 %; les États-Unis, qui venaient ensuite, en comptaient 37.586.000, soit 23 %; la France en comptait 9.511.000.

L'Angleterre est sans rivale pour la filature des cotons fins. Il en résulte qu'elle ne consomme que 52 balles de coton par broche, tandis que les Vosges et l'Alsace en consomment 105 et le Japon 172; et la Grande-Bretagne ne consomme pas la moitié du coton brut que consomment les États-Unis.

Cette différence de l'emploi de la matière première indique la cause du refoulement en Orient de l'exportation des tissus anglais par les tissus japonais. Les tissus anglais sont d'une qualité trop supérieure pour la clientèle chinoise. « La diminution anglaise des exportations en valeur ne correspond pas à leur diminution en quantité », dit le rapport sur le coton, présenté à la Conférence économique internationale, et il ajoute : « Sur d'autres marchés, la perte semble avoir porté sur les articles bon marché. Mais la proportion de l'exportation des fils fins par rapport au total des exportations a augmenté. « Si cette prévision se réalise, c'est l'Angleterre qui en aura le plus grand avantage.

Comme le commerce extérieur de la Grande-Bretagne avait constamment une balance dite défavorable, les *Tariff Reformers* et tous les protectionnistes étrangers ne manquaient pas de déplorer sa ruine, de signaler le drainage de son or et d'annoncer qu'elle vivait sur son capital; malgré la constance de leurs prédictions, ils ne s'apercevaient pas qu'elle était le grand marché d'or du monde et que, loin de vivre sur son capital, elle le répandait sur le monde entier, où il se transformait en chemins de fer, en travaux d'irrigation, en ports et en édifices de tous genres.

Pendant ces dernières années, ils ont eu l'espoir que leurs prédictions se vérifieraient et qu'ils pouvaient opposer quelques réalités à leurs déceptions permanentes.

Cependant, aujourd'hui, les plus entichés de la balance du commerce ne se contentent plus de regarder un tableau du commerce extérieur et de comparer les deux colonnes « importation » et « exportation »; on essaie d'établir la balance économique ou balance des comptes.

Voici celle que le *Board of Trade* a déterminée pour les trois dernières années :

Millions de £.

	1924	1925	1926
Excédent des importations de marchandises et d'espèces	324	384	477
Évaluation des paiements faits par le Gouvernement à l'étranger.	25	11	»
Total	349	395	477
Revenu net de la navigation.	140	124	120
Revenu net des placements à l'étranger	220	250	270
Recettes des placements à court terme et des commissions	60	60	60
Évaluations des recettes des autres services.	15	15	15
Total	435	449	465
Évaluation du total du crédit + et du débit —	+86	+54	—12

Pour 1924 et pour 1925, la balance des comptes est favorable; pour 1926, elle est en déficit; mais, c'est l'année de la tentative de grève générale et de la grève des mineurs.

Sir Arthur Salter, directeur de la Section économique de la Société des Nations, a comparé le commerce britannique à celui du reste du monde, en 1913 et en 1925.

Les chiffres sont donnés en dollars, par conséquent en valeur or :

Commerce spécial et marchandises seulement.

	Millions de \$				1925
	1918	1925	1918	1925	%
	—	—	—	—	—
<i>Importations.</i>					
Grande-Bretagne.	3.214	5.642	16,4	17,7	175,5
Europe totale	12.017	17.450	61,6	55,0	145,2
Monde entier.	19.509	31.708	100	100	162,5
<i>Exportations.</i>					
Grande-Bretagne.	2.557	3.733	13,9	12,4	146,0
Europe totale	10.131	13.415	55,1	44,6	132,4
Monde entier.	30.020	30.030	100	100	163,6
<i>Commerce total.</i>					
Grande-Bretagne	5.771	9.375	15,2	15,1	162,5
Europe totale	22.148	30.865	58,4	49,4	139,36
Monde entier.	37.865	61.738	100	100	163,05

La proportion du développement du commerce britannique a donc été en 1925, relativement à 1913, plus grande que celle de l'Europe et égale à une unité près à celle du monde.

XI — LES ÉTATS-UNIS — ERREURS ET VÉRITÉS ÉCONOMIQUES

Les évaluations de la richesse aux États-Unis ont donné les chiffres suivants :

\$ Millions :	
1900	88.517
1904	107.104
1912	186.299
1922	320.803

Soit, en vingt ans, une augmentation de 286 %. Mais, entre 1921 et 1922, il y a eu la guerre, qui a créé un fort mouvement industriel aux États-Unis. Mais s'est-il maintenu depuis ?

D'après le *National Bureau of Economic Research*, le revenu a atteint en 1926 \$ 89 milliards 682 millions, soit une augmentation de 43 % sur celui de 1921. Si la richesse capitalisée a suivi la même proportion, le chiffre de 320 milliards doit être augmenté. Le revenu de chaque personne touchant des salaires ou des appointements est un peu au-dessus de \$ 2.000.

Les promoteurs de la Conférence économique internationale ont beaucoup parlé des États-Unis, seulement ils en déformaient les faits. Ils les systématisaient d'après leurs propres conceptions et les projets qu'ils voulaient réaliser.

En réalité, les succès des États-Unis ne sont que la confirmation des vérités économiques dégagées par les économistes français et anglais depuis un siècle et demi.

Ils sont, en même temps, un démenti formel à certaines thèses traditionnelles en cours dans les milieux économiques.

D'après la théorie quantitative, l'augmentation de l'or dans le monde, et à plus forte raison dans un pays, augmente les prix.

Une progression de production est aussi une cause d'augmentation des prix.
Elle provoque une crise de surproduction.

Ces trois affirmations sont acceptées traditionnellement en vertu du sophisme d'autorité qui existe dans les doctrines économiques comme dans toutes les autres sont en contradiction avec les faits suivants.

Le stock d'or des États-Unis n'a pas cessé d'augmenter :

Millions de dollars.

1 ^{er} janvier 1922.	3.657
— 1923.	3.933
— 1924.	4.247
— 1925.	4.547
— 1926.	4.409
— 1927.	4.502
1 ^{er} mai 1927.	3.609

Soit une augmentation de 952 millions, ou 26 %.

D'éminents professeurs anglais n'ont pas manqué d'annoncer que cette augmentation d'or allait augmenter les prix de toutes choses aux États-Unis.

C'est le contraire.

Le *Federal Reserve Bulletin* (Washington, mai 1927) constate que depuis 1923 il y a eu une baisse continue dans le prix des produits industriels. Et elle continue.

	Toutes les marchandises	Vêtements	Combustibles
Janvier 1926.	156	186	177
Mars 1927.	145	168	168

	Métaux	Matériaux de construction	Produits chimiques	Mobiliers
Janvier 1926.	129	178	133	165
Mars 1927.	123	167	121	157

	Divers	A...	Nouveautés
Janvier 1926.	135	154	158
Mars 1927.	119	144	146

Donc, la baisse se maintient.

Le croyant dans la deuxième assertion ci-dessus, dit : « Ce n'est pas étonnant : c'est en raison de la surproduction. Il y a saturation ! »

Ici encore, les faits démentent cette assertion :

Production industrielle.

Années	Totaux	Manufacturés	Minéraux
1923.	101	101	105
1924.	95	94	96
1925.	104	105	99
1926.	108	108	107
Mai 1927.	112	110	122

Si on prend pour les groupes une comparaison à un an d'intervalle, on trouve :

	Total	Textiles	Carrosserie et châssis	Cuivre	Pétrole
Mars 1926	108	104	92	110	119
Mars 1927	110	114	97	123	135
				Caoutchouc	...
Mars 1926				107	117
Mars 1927				122	118

La valeur des contrats pour les constructeurs dans les districts de la *Federal Reserve bank* était :

Mars 1926 : 597.

et

Mars 1927 : 620,7.

Il y a eu baisse sur les automobiles en mars 1927; mais il n'y a pas saturation, la production du commencement de l'année a dépassé tous les précédents.

Ford a augmenté son outillage dans d'énormes proportions; et le 26 mai il a annoncé la production d'un nouveau car, et il dit : « L'affaire n'a jamais été aussi brillante. » (*Brisk.*)

Le *Bulletin mensuel* de la *National City Bank* dit : « La demande est continue et la distribution des marchandises soit directe, soit par l'intermédiaire des marchands en gros et en détail, se maintient dans de larges proportions. »

Les prêts, placements et dépôts des Banques membres du *Federal Reserve-Board* étaient :

	New-York City Millions de \$	Autres cités	Total
Avril 1926	6.153	12.337	19.491
Avril 1927	3.424	13.813	20.234

La caractéristique de cette période de quatre ans a été : intensité de l'activité industrielle et baisse des prix.

L'augmentation de la production a pour conséquence l'abaissement du prix de revient et l'abaissement du prix de vente.

Les industriels américains ne cherchent pas à conserver exclusivement pour eux-mêmes le profit qui résulte de l'abaissement du prix de revient.

Ils suivent tous, plus ou moins, l'exemple donné par Henry Ford avec une méthode et une résolution qui ont provoqué un tel essor de l'industrie de l'automobile, qu'elle est devenue la plus importante des États-Unis.

Cette expérience a été une preuve de l'exactitude des vérités économiques dégagées depuis près de deux siècles par les économistes individualistes.

Elle montre la vérité de la *loi des débouchés* de J. B. Say. Tout produit a augmenté le pouvoir d'achat de son auteur, qui n'a qu'un souci : c'est de l'échanger le plus tôt possible contre d'autres objets. Si sa production répond à des besoins, il y parvient; et comme elle provient de l'utilisation de forces ou de matières premières, elle est une augmentation de l'action de l'homme sur les agents naturels. De là, le progrès économique.

Les marchandises obtenues au moindre prix règlent le prix du marché. parce que ceux qui les ont obtenues désirent faire rapidement l'opération d'échange.

Si un industriel vit sur son capital, il se ruine. Son capital ne doit lui servir qu'à faire les avances nécessaires pour la constitution des capitaux fixes (constructions, outillage, etc.), et pour une partie des avances sur les achats de capitaux circulants (matières premières) et sur les salaires : mais le débouché doit les rembourser et donner le bénéfice.

A qualité égale, le débouché s'obtient et s'agrandit par le bon marché. Il atteint les couches de population de plus en plus nombreuses dont le pouvoir d'achat par unité est le plus faible.

La baisse des prix augmente le pouvoir d'achat de chacun, puisque avec des ressources égales, il peut acheter plus; et le pouvoir d'achat d'une nation n'est que le total du pouvoir d'achat de ses membres.

Cette baisse des prix de vente est le résultat de la diminution du prix de revient. qui provient de la réduction de l'effort humain par l'efficacité de plus en plus grande de la puissance mécanique et chimique.

Là est le potentiel de l'évolution économique. Dans les évaluations en prix, l'action en est atténuée par la baisse des prix des capitaux circulants qu'il provoque, et constatée par la hausse des capitaux fixes qui ne font pas l'objet d'indices; mais elles est indiquée par la hausse des valeurs industrielles.

Elle est prouvée à tous par l'abondance des choses et la facilité des services.

YVES-GUYOT.